



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Fourniture de réactifs et consommables et d'automates
pour le service Histocompatibilité et Immunogénétique
du C.H.U. de Clermont Ferrand

N° du CCAP : 24-GHTA-0135

Groupement Hospitalier des Territoires d'Auvergne
Etablissement support CHU de Clermont-Ferrand
58 Rue Montalembert
63003 CLERMONT-FERRAND

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 – Modification du marché	4
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Durée et délais d'exécution	6
4.1 - Durée du contrat	6
4.2 - Reconduction	6
5 - Prix.....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.2 - Modalités de variation des prix.....	7
6 - Garanties Financières.....	7
7 - Avance	7
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
8 - Modalités de règlement des comptes	8
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
8.3 - Délai global de paiement	9
8.4 - Paiement des cotraitants	9
9 - Conditions d'exécution des prestations	9
10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
11 - Constatation de l'exécution des prestations	11
11.1 - Vérifications	11
11.2 - Décision après vérification	11
12 - Garantie des prestations	11
13 - Pénalités.....	11
13.1 - Pénalités de retard.....	11
13.2 – Autres Pénalités.....	12
14 - Assurances	12
15 - Résiliation du contrat.....	12
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	12
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
16 - Règlement des litiges et langues.....	13
17 – Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : Fourniture de réactifs, consommables et d'automates pour le service Histocompatibilité et Immunogénétique du C.H.U. de Clermont Ferrand.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

CHU de Clermont-Ferrand

Service Histocompatibilité et Immunogénétique

58 rue Montalembert

63000 CLERMONT-FERRAND

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 5 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
1	Fourniture d'un automate pour l'extraction d'ADN automatisée avec fourniture des réactifs captifs : <u>Offre de base</u> : Location d'un automate pour l'extraction d'ADN automatisée avec fourniture des réactifs captifs <u>Variante exigée</u> : Acquisition d'un automate pour l'extraction d'ADN automatisée avec fourniture des réactifs captifs
2	Fourniture d'un automate pour le typage en PCR-SSO et pour la recherche et l'identification d'Ac anti-HLA en technologie LUMINEX : <u>Offre de base</u> : Location d'un automate pour le typage en PCR-SSO et pour la recherche et l'identification d'Ac anti-HLA en technologie LUMINEX, avec fourniture des réactifs captifs. <u>Variante exigée</u> : Acquisition d'un automate pour le typage en PCR-SSO et pour la recherche et l'identification d'Ac anti-HLA en technologie LUMINEX, avec fourniture des réactifs captifs.
3	Fourniture de réactifs pour le typage en PCR-SSO
4	Fourniture de réactifs pour la recherche et l'identification d'Ac Anti HLA
5	Location d'automate avec fourniture de réactifs captifs pour typage HLA en urgence

- ⇒ Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique pour les lots 1, 2, 3 et 5 ;
- ⇒ Concernant le lot 4 il sera attribué à deux opérateurs économiques classé comme suit :
Le candidat ayant fait l'offre la mieux disante au regard des critères de choix sera classé **N°1** et sera sollicité en premier.
Le candidat classé **N°2** pourra être sollicité **si le service HLA souhaite pouvoir effectuer certaines analyses en comparaison de méthode.**

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Lot(s)	Désignation	Montant maximum en € HT *
1	Fourniture d'un automate pour l'extraction d'ADN automatisée avec fourniture des réactifs captifs : <u>Offre de base</u> : Location d'un automate pour l'extraction d'ADN automatisée avec fourniture des réactifs captifs <u>Variante exigée</u> : Acquisition d'un automate pour l'extraction d'ADN automatisée avec fourniture des réactifs captifs	228 936,00 €
2	Fourniture d'un automate pour le typage en PCR-SSO et pour la recherche et l'identification d'Ac anti-HLA en technologie LUMINEX : <u>Offre de base</u> : Location d'un automate pour le typage en PCR-SSO et pour la recherche et l'identification d'Ac anti-HLA en technologie LUMINEX, avec fourniture des réactifs captifs. <u>Variante exigée</u> : Acquisition d'un automate pour le typage en PCR-SSO et pour la recherche et l'identification d'Ac anti-HLA en technologie LUMINEX, avec fourniture des réactifs captifs.	136 464,00 €
3	Fourniture de réactifs pour le typage en PCR-SSO	520 920,00 €
4	Fourniture de réactifs pour la recherche et l'identification d'Ac Anti HLA	3 599 720,00 €
5	Location d'automate avec fourniture de réactifs captifs pour typage HLA en urgence	271 488,00 €

* Le montant maximum s'entend pour toute la durée du marché reconductions éventuelles comprises.

1.4 – Modification du marché

Conformément aux articles R2194-1 et R2194-7 du code de la commande publique le marché pourra être modifié concernant :

- Changement de titulaire du marché quelle qu'en soit la cause sous réserve que le nouveau titulaire présente au moins des capacités juridiques, financières, techniques et professionnelles comparables ou supérieures à celles attendues lors de l'attribution du marché.

Dans ce cas, le titulaire initial s'engage à prévenir le CHU, des coordonnées du repreneur au moins un mois avant la date de changement de titulaire.

- Modification de technique utilisée avec accord préalable de l'établissement concerné sans modification tarifaire sauf si celle-ci est d'un coût inférieur.
- Ajout de références de fournitures manquantes ou nouvelles respectant la définition technique du besoin tel qu'il est exprimé dans l'intitulé du marché, mais n'occasionnant pas une modification de l'économie du marché.
- Substitution de référence des matériels, accessoires, consommables et pièces détachées sans modification tarifaire.

Le cas échéant, l'ensemble des nouvelles prestations seront clairement définies dans un document validé par le titulaire du marché et le CHU.

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par la ou les personnes habilitée(s) au CHU :

Direction du laboratoire

Tél : 04 73 751 208

Fax : 04 73 754 740

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 10 jours ouvrés.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

La prestation comporte la fourniture des automates, des réactifs captifs, produits et consommables, leur livraison et leur chargement au lieu indiqué au bon de commande.

Toute livraison non conforme à ces prescriptions sera refusée et devra être représentée conforme dans les 48 heures suivantes.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières : Le bordereau des prix unitaires (pour les lots rémunérés à prix unitaires) et la décomposition des prix forfaitaires (pour les lots rémunérés à prix forfaitaires)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP 24-GHTA-0135) et son annexe ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP 24-GHTA-0135) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les cadres réponses techniques des différents lots ;
- Les fiches techniques des produits proposés par le titulaire.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

Concernant les lots 1 (OB)-2-3-4 et 5 :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Concernant les lots 1 et 2 en variante :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans à compter de la réception définitive de l'automate.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

4.2 - Reconduction

Concernant les lots 1 (OB)-2 (OB)-3-4 et 5 :

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 1 an et 36 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Concernant les lots 1 et 2 en variante :

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 5. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison et à l'installation, ainsi que les frais de déplacement, d'hébergement du personnel d'intervention.

Ils comprennent également formation des utilisateurs et référents permettant l'exploitation de l'automate pendant toute la durée du marché comme décrite à l'article 6 du CCTP.

- A. Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'annexe à l'acte d'engagement concernant la redevance mensuelle de location,
- B. Les prestations sont réglées par un prix unitaire pour les prestations sur bons de commande sur la base des bordereaux de prix pour les réactifs et consommables ainsi que la variante en acquisition du lot 1. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées.
- C. Les réactifs du lot 4 seront facturés en coût patient rendu (CPR) dans les conditions décrites à l'article 2f du CCTP 24-GHTA-0135.

Les prix comprennent aussi la livraison, l'installation et la maintenance tous risques (incluant la maintenance préventive, corrective illimitée, les frais de déplacement et d'hébergement des techniciens mandatés, les pièces détachées et accessoires captifs) nécessaire au bon fonctionnement de l'automate pour ce qui concerne les lots de location.

5.2 - Modalités de variation des prix

Le prix de règlement est le prix de l'offre pour une première période d'au moins 12 mois.

Passé ce délai, le prix est révisable en hausse ou en baisse dans les conditions suivantes :

➤ Le Titulaire peut adresser au Centre Hospitalier Universitaire par Lettre Recommandée avec accusé de réception sa nouvelle proposition de prix accompagnée de tous les justificatifs calculée conformément à la formule de révision suivante, au plus tard 2 mois avant l'expiration de la période contractuelle :

Il ne sera autorisé qu'une seule variation annuelle des prix.

Clause butoir: dans tous les cas, la revalorisation des tarifs sera au maximum de 1,5% applicable au dernier prix facturé.

Clause de sauvegarde, notamment dans le cas de prix fermes : Si des variations importantes et imprévisibles sont susceptibles de modifier de façon substantielle l'économie du marché, le titulaire doit en informer le Centre Hospitalier Universitaire sans délai par Lettre Recommandée avec A.R. dûment accompagnée des pièces justificatives de l'évolution du cours officiel du produit concerné et de la décomposition exacte du prix de revient. Dans tous les cas, aucune modification de prix ne peut intervenir sans un accord express du C.H.U. En cas de désaccord, le marché peut prendre fin selon la décision du C.H.U., sans indemnité pour le titulaire pour la partie non exécutée des marchés.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG-Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois,

l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Pour le CHU de Clermont-Ferrand :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **26630746100019**
- Code service : **ML**
- Numéro d'engagement juridique : EXERCICE/ML/N°DE COMMANDE

Concernant la redevance forfaitaire de location, le règlement des sommes dues au titre d'une année contractuelle interviendra mensuellement à terme échu.

Concernant la redevance forfaitaire de maintenance, le règlement des sommes dues au titre d'une année contractuelle interviendra trimestriellement à terme échu.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Stockage, emballage et transport :

Les dispositions applicables au stockage, à l'emballage et au transport des fournitures sont les suivantes :

Le titulaire est responsable de la qualité des palettes et des conditionnements mis en œuvre pour livrer les fournitures retenues au marché. En particulier les palettes et/ou les conditionnements qui ne présenteraient pas les garanties de solidité et d'intégrité à la livraison et pour toute la durée prévisible de stockage, entraîneront le refus des fournitures concernées pour préserver les conditions d'hygiène et de sécurité du magasin central et des personnels y intervenant.

Dans le cas où des vices cachés affectant la palette, le conditionnement et la marchandise se révéleraient à la livraison, pendant la durée de stockage ainsi que pendant l'utilisation de la marchandise, le titulaire du marché devra reprendre l'ensemble de la livraison à ses frais et risques et la remplacer dans les délais qui lui seront notifiés par la Directrice du Laboratoire ou son représentant.

Conditions de livraison :

Les livraisons sont réalisées comme suit :

- Elles sont effectuées selon les horaires indiqués sur les bons de commandes du lundi au vendredi à l'adresse indiquée sur le bon de commande.
- Les jours de livraison sont définis avec le titulaire du marché.
- Des modifications des lieux et heures de livraison peuvent intervenir en cours d'exécution du marché.

Les livraisons devront être effectuées obligatoirement sur palettes plates en bois à quatre entrées, 80 cm * 120 cm estampillées EUR, EPAL ou SNCF ; fabriquées conformément à la fiche n° 435-2 « normes qualitatives pour une palette plate européenne en bois à quatre entrées de dimensions 80 cm*120 cm ; réparées conformément à la fiche n° 435-4 « réparation de palettes plates EUR » de l'Union Internationale des Chemins de Fer. Palettes mono produit, d'un conditionnement homogène, filmé et solide et d'une hauteur hors-tout inférieure à 170 cm.

Les livraisons non réalisées dans les conditions indiquées ci-dessus seront refusées aux frais et aux risques du titulaire.

Les fournitures sont accompagnées d'un bordereau de livraison, obligatoirement différent de la facture, indiquant :

- ↳ Le nom du titulaire du marché ;
- ↳ La date de livraison ;
- ↳ La référence de la commande et du marché ;
- ↳ La nature de la livraison ;
- ↳ Le ou les numéros de lots livrés ;
- ↳ Les quantités livrées par produit.

Toute marchandise déposée sans signature du bon de livraison sera réputée non livrée.

Le titulaire est responsable de la qualité des palettes et des conditionnements mis en œuvre pour livrer les fournitures retenues au marché. En particulier les palettes et/ou les conditionnements qui ne présenteraient pas les garanties de solidité et d'intégrité à la livraison et pour toute la durée prévisible de stockage, entraîneront le refus des fournitures concernées pour préserver les conditions d'hygiène et de sécurité du magasin central et des personnels y intervenant.

Dans le cas où des vices cachés affectant la palette, le conditionnement et la marchandise se révéleraient à la livraison, pendant la durée de stockage ainsi que pendant l'utilisation de la marchandise, le titulaire du marché devra reprendre l'ensemble de la livraison à ses frais et risques et la remplacer dans les délais qui lui seront notifiés par la Directrice du Laboratoire ou son représentant.

Rupture des stocks :

- En cas de rupture de stock ou de retrait du lot ou du kit par l'ANSM le fournisseur prendra à sa charge la totalité des dépenses engendrée par la solution de rechange proposée par lui-même ou par l'établissement si le fournisseur n'en propose pas. Il informera le service et la direction du laboratoire le plus rapidement possible de la rupture et de la solution proposée à l'adresse celluleachatlabo@chu-clermontferrand.fr ;
- Dans le cas d'une rupture de stock dans le conditionnement retenu en deçà de la période définie dans la consultation, le fournisseur proposera un autre conditionnement sans surcoût par rapport à celui retenu.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Voir article 6 du CCTP 24-GHTA-0135.

10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

La garantie du matériel sera au minimum de 2 ans pour la variante du lot 1 et du lot 2.

La garantie débutera à la date de rendu du premier résultat patient valide, par le système.

Un PV signé des 2 parties (CHU, fournisseur) attestera de la bonne mise en service et donc du début de garantie.

Pendant toute la durée de garantie, extensions incluses, l'ensemble des opérations de maintenance, mises à jour matérielles et logicielles, formations ou retours de formations sont incluses et à la charge du fournisseur.

A l'issue de la période de garantie, le fournisseur réalise une visite de maintenance de fin de garantie.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 500,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

13.2 – Autres Pénalités

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Indisponibilité pannes bloquantes suite à intervention	Journalière	100,00 €	sans mise en demeure préalable par jour calendaire de retard
Indisponibilité pannes intermittentes suite à intervention	Journalière	50,00 €	sans mise en demeure préalable par jour calendaire de retard
Non remise en service d'une installation suite à intervention	Forfaitaire	100,00 €	par manquement et par jour calendaire de blocage de l'installation.
Tenue d'un aspect physique négligé	Forfaitaire	150,00 €	par manquement constaté
Non-respect des engagements du titulaire à son mémoire technique	Forfaitaire	200,00 €	par cas constaté.
Mauvais comportement des agents sur le site	Forfaitaire	1 500,00 €	par cas constaté
Etat d'ivresse	Forfaitaire	2 000,00 €	accompagné du retrait de la personne et affectation d'une nouvelle personne
Introduction d'un tiers non autorisé	Forfaitaire	2 000,00 €	accompagné du retrait de la personne concernée et affectation d'un nouveau personnel.
Faute lourde (vol, entrée de personnel non habilitée....)	Forfaitaire	8 000,00 €	par cas constaté

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 – Dérogations

- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 21 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services